



Conseil de sécurité
New York, le 29 novembre 2023

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Briefing

Déclaration lue par M. Thomas Gürber
Secrétaire d'Etat

Monsieur le Président,
Excellence,

Je tiens à vous remercier pour la facilitation de cette réunion en présence de nombreux ministres et représentants de pays concernés par les hostilités au Proche-Orient. Leur participation témoigne de la volonté de la communauté internationale de trouver une solution à cette crise. Car le temps presse. Comme viennent de le dire le Secrétaire général et le Coordinateur spécial Tor Wennesland – que je remercie vivement pour leurs présentations – la situation sur le terrain est grave.

En adoptant la résolution 2712, le Conseil a ouvert une brèche dans la dynamique sanglante de ce conflit. Cette résolution exige – je cite – « de toutes les parties qu'elles s'acquittent des obligations que leur impose le droit international, y compris le droit international humanitaire, notamment pour ce qui est de la protection des civils ». En même temps qu'elle reconnaît le droit d'Israël d'assurer sa défense et sa sécurité, la Suisse rappelle que le respect du droit international humanitaire est un impératif. Ce Conseil a le devoir de faire respecter celui-ci, ainsi que les droits de l'homme, par toutes les parties au conflit. Ce droit protège tous les civils, y compris les blessés, les malades, le personnel humanitaire et médical, ainsi que les infrastructures civiles – dont les hôpitaux et les écoles de l'UNRWA. Ce sont les civils qui paient le plus lourd tribut depuis l'éclatement des hostilités. La vie de plus d'un millier d'entre eux a été fauchée par le Hamas lors des actes de terreur qu'il a perpétrés le 7 octobre en Israël et que la Suisse a fermement condamnés. Un grand nombre d'otages reste captif à Gaza. Nous saluons les libérations qui ont eu lieu à travers la médiation du Qatar, de l'Egypte et des Etats-Unis, et grâce à l'important rôle d'intermédiaire neutre joué par le CICR. Nous appelons à ce que tous les otages encore détenus à Gaza soient libérés immédiatement et sans conditions.

Parmi les milliers de civils tués à Gaza, plus d'un tiers sont des enfants. La Suisse appelle à l'extension de la pause humanitaire censée prendre fin demain matin. La situation humanitaire catastrophique dans la bande de Gaza l'exige. Nous saluons l'aide supplémentaire acheminée

durant la semaine écoulée, y compris en termes de carburant. Cela reste toutefois largement insuffisant. Nous devons insister pour que l'aide humanitaire soit acheminée sans entraves et sans préconditions aux populations civiles dans le besoin, et ce dans toute la bande de Gaza. A cette fin, nous appelons à ce que tous les efforts soient déployés pour permettre l'accès humanitaire par tous les points de passage, y compris pour les biens commerciaux. A cet effet, la Suisse remercie par avance le Secrétaire général pour ses propositions visant la mise en œuvre concrète de la résolution 2712. Nous sommes prêts à nous engager de manière constructive pour trouver un nouveau consensus au sein de ce Conseil, tout en gardant à l'esprit la nécessité de poursuivre une solution politique au conflit entre Israéliens et Palestiniens.

Monsieur le Président,

Dans tout le Territoire palestinien occupé – à Gaza et en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est – la situation ne cesse de se dégrader. En Cisjordanie, la hausse des violences des colons a provoqué le déplacement forcé de communautés entières. La Suisse rappelle les obligations d'Israël en vertu du droit international, y compris l'obligation de protéger la population civile. Dans le cadre d'opérations par les forces de sécurité israéliennes, l'usage de la force doit notamment répondre au critère de la proportionnalité et respecter les droits de tout individu à la vie et à la sécurité de la personne.

Des enquêtes doivent être menées sur toutes les violations du droit international commises en Israël et dans l'ensemble du Territoire palestinien occupé afin que leurs auteurs soient traduits en justice.

Enfin, il est indispensable de trouver une solution politique globale au conflit. Dans ce processus, il est important de prêter attention aux voix et aux contributions des femmes palestiniennes et israéliennes qui souhaitent bâtir la paix. Ce Conseil doit prendre des mesures concrètes en vue de la solution à deux Etats, seul fondement possible de la paix et de la stabilité dans la région. Nous devons contribuer à reconstruire ce fondement pour deux Etats démocratiques, Israël et la Palestine, vivant côte-à-côte, en paix, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr President,
Excellency,

I would like to thank you for facilitating this meeting, attended by many ministers and representatives of countries affected by the hostilities in the Middle East. Their participation testifies to the international community's determination to find a solution to this crisis. Time is running out. As the Secretary General and Special Coordinator Tor Wennesland – whom I thank warmly for their presentations – have just said, the situation on the ground is serious.

By adopting Resolution 2712, the Council opened a breach in the bloody dynamic of this conflict. This resolution demands – and I quote – “that all parties comply with their obligations under international law, including international humanitarian law, notably with regard to the protection of civilians”. At the same time as it recognizes Israel’s right to ensure its defence and security, Switzerland recalls that respect for international humanitarian law is imperative. This Council has a duty to ensure that this law, and human rights, are respected by all parties to the conflict. This law protects all civilians, including the wounded and sick, humanitarian and medical personnel, and civilian infrastructure – including hospitals and UNRWA schools. Civilians have paid the heaviest price since the outbreak of hostilities. The lives of more than a thousand of them were snuffed out by Hamas during the acts of terror it perpetrated on 7 October in Israel, which Switzerland strongly condemned. A large number of hostages remain captive in Gaza. We welcome the releases that have taken place through the mediation of Qatar, Egypt and the United States, and thanks to the important role of neutral intermediary played by the ICRC. We call for the immediate and unconditional release of all hostages still held in Gaza.

Of the thousands of civilians killed in Gaza, more than a third are children. Switzerland calls for an extension of the humanitarian pause due to end tomorrow morning. The catastrophic humanitarian situation in the Gaza Strip demands it. We welcome the additional aid delivered over the past week, including fuel. But it is still far from enough. We must insist that humanitarian aid be delivered unhindered and without preconditions to civilian populations in need throughout the Gaza Strip. To this end, we call for every effort to be made to allow humanitarian access through all crossing points, including for commercial goods. Switzerland would like to thank the Secretary-General in advance for his proposals for the practical implementation of Resolution 2712. We are ready to engage constructively to finding a new consensus within this Council, while bearing in mind the need to pursue a political solution to the conflict between Israelis and Palestinians.

Mr President,

Throughout the Occupied Palestinian Territory – in Gaza and the West Bank, including East Jerusalem – the situation continues to deteriorate. In the West Bank, increased settler violence has led to the forced displacement of entire communities. Switzerland recalls Israel’s obligations under international law, including the obligation to protect the civilian population. In the context of operations by Israeli security forces, the use of force must in particular meet the criterion of proportionality and respect the rights of every individual to life and security of the person.

All violations of international law committed in Israel and throughout the Occupied Palestinian Territory must be investigated and the perpetrators brought to justice.

Finally, it is essential to find a comprehensive political solution to the conflict. In this process, it is important to pay attention to the voices and contributions of Palestinian and Israeli women who want to build peace. This Council must take concrete steps towards a two-state solution, which is the only possible foundation for peace and stability in the region. We must help to

rebuild this foundation for two democratic states, Israel and Palestine, living side by side, in peace, within secure and recognised borders.

Thank you.